

ORAGES EN CORSE : « IL FAUT QUE MÉTÉO-FRANCE REDEVienne UNE PRIORITÉ. »



Alors que les orages en Corse ont causé la mort de cinq personnes, Météo-France est pointée du doigt pour avoir mal évalué l'intensité et la localisation des orages. La multiplication des événements orageux aigus appelle à des meilleures prévisions, pourtant l'opérateur subit des coupes budgétaires importantes. Un rapport sénatorial de septembre 2021 montrait déjà que sa subvention avait diminué de 20 % en dix ans.

Jeudi 18 août, de violents orages s'abattent sur l'île de Beauté avec des rafales de vent enregistrées à plus de 200 km/h. Bilan : cinq morts et de nombreux blessés endeuillent la Corse. Dimanche, le conseil exécutif de l'île appelle à analyser les tragiques événements et à en tirer d'indispensables leçons. Dans un communiqué, il se demande si « les baisses des effectifs au sein de Météo-France ont diminué la qualité de la surveillance, notamment en période nocturne ».

Si les yeux se tournent vers Météo-France, c'est que l'alerte a été donnée sur le tard pour cet orage. La veille, la préfecture a été informée d'un risque vigilance niveau jaune donc modéré. Les prévisions avaient bien noté que des orages violents allaient se produire, mais à quelques centaines de mètres plus loin en mer. Ce n'est que sur les coups de 8h30 que la vigilance orange est transmise, soit quelques minutes avant que les brutales intempéries ne touchent la Corse. Pas le temps pour les services de sécurité civile d'évacuer les campings.

Subvention diminuée de 20 % et 600 salariés en moins

Pour Lionel Althuser, représentant syndical CFDT à Météo-France, « on a créé les conditions pour avoir ce genre de raté ». Pas question de tout mettre sur le dos du prévisionniste sur place qui a

« fait au mieux avec ce qu'il avait comme outils », pour le syndicaliste c'est avant tout un problème de financement. C'est ce que disait déjà l'année dernière un rapport sénatorial au titre évocateur, *Temps instable sur Météo-France : quand le refroidissement budgétaire se confronte au réchauffement climatique* : en 10 ans, les ressources budgétaires allouées par l'Etat à l'opérateur ont diminué de 20 % et la masse salariale a été amputée de près d'un quart.

Vincent Capo-Canellas, sénateur UDI et rapporteur spécial, a souhaité mettre en perspective les ressources allouées à l'opérateur. « La question c'était de se demander si la baisse des moyens financiers et humains était soutenable sur le long terme. Bien que l'effort de rationalisation soit légitime, la réponse paraît plutôt claire : ce n'est pas soutenable. »

Le rabot aurait donc été trop important pour permettre à l'opérateur de fonctionner le plus efficacement possible. A Météo-France l'accent a été mis sur la technologie plutôt que sur les humains. « Le principe retenu est de remplacer l'expertise humaine dans un processus d'automatisation, explique Lionel Althuser. C'est pourquoi chaque année nous nous séparons de 95 salariés. »

🕒 Petit point pédagogique sur « modèles météorologiques » plusieurs fois évoqués ces derniers jours sur les réseaux suite aux épisodes orageux 🌩️

> A quoi servent ces modèles ?

> Quelles sont leurs forces, et leurs faiblesses ?

> Comment les utiliser pour élaborer nos prévisions ? <https://t.co/7ajfrhRpV8>

— Météo-France (@meteofrance) [August 19, 2022](#)

Pour le représentant syndical, il faut investir dans une technologie de pointe, mais il ne faut pas oublier l'expertise humaine qui permettrait d'avoir une analyse plus fine. « En 2011 nous avions 115 implantations territoriales, aujourd'hui nous n'en avons plus que 39, dénonce Lionel Althuser. Les prévisionnistes ont été éloignés des lieux qu'ils couvrent tout ayant plus d'endroits à gérer. »

Alors que Météo-France a investi 110 millions d'euros dans des supercalculateurs ces dernières années, la question se pose de savoir s'ils sont efficaces dans un contexte de changement climatique où se multiplient les événements aigus difficiles à prévoir. Selon le syndicaliste CFDT, les premiers résultats ne sont « pas très satisfaisants ». D'autant que ces machines nécessitent un constant maintien de puissance de calcul. Le sénateur Vincent Capo-Canellas précise qu'il faudra réinvestir 350 millions d'euros dès 2025 pour renouveler ces supercalculateurs. Il faut donc investir, estime-t-il.

Prévenir plutôt que guérir : une solution moins coûteuse

Le sévère rapport sénatorial recommandait principalement de, « tout en continuant la rationalisation des dépenses, stabiliser les moyens financiers et les effectifs sur la période du nouveau contrat d'objectifs et de performance [qui doit être renouvelé cette année et fixera les orientations stratégiques pour 5 ans à venir, ndlr] ». Le sénateur de la Seine-Saint-Denis, Vincent Capo-Canellas, avait bien tenté de faire passer un amendement pour allouer 10 millions d'euros à Météo-France mais il avait été retoqué par l'Assemblée nationale. Dès le mois d'octobre, la question des ressources du service météorologique national sera réévaluée dans le projet de loi de finances.

Ce matin, nous devrions lire partout : « le gouvernement dans la tempête pour avoir supprimé des centaines d'emplois à [@meteofrance](#) - une commission d'enquête parlementaire va être mis sur pied pour établir les responsabilités ». [#Orages](#) [#Corse](#)

— Maxime Combes (@MaximCombes) [August 20, 2022](#)

Et les aléas climatiques extrêmes qu'a connus la France cet été pourraient bien mettre l'opérateur en lumière. « Il faut que Météo-France redevienne une priorité, juge Vincent Capo-Canellas, sénateur UDI. C'est une question de sécurité publique pour les Français. » Grâce au travail de Météo-France, c'est moins d'accidents, d'embouteillages, et une meilleure anticipation et gestion des catastrophes dans l'aviation, l'agriculture ou encore énergie, font valoir les défenseurs de Météo-France. France Stratégie, une institution rattachée au Premier ministre en charge de l'étude, a évalué [entre 1 et 2,5 milliards d'euros](#) les bénéfices socio-économiques induits par l'opérateur. S'il est difficile de mesurer exactement ces retombées indirectes, France Stratégie note que ce montant est « très largement supérieur au budget annuel de l'établissement ».

Publié le : 22/08/2022 à 17:50 - Mis à jour le : 22/08/2022 à 17:50

Crédits photo principale : /AP/SIPA